

Conférence de Nancy Neamtam  
Présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale  
Dans le cadre du colloque  
***Le social dans l'économie : un incontournable dans la Lanaudière***  
Le 21 mai 2008

Je voudrais d'abord vous remercier pour l'invitation à prendre la parole à l'occasion de cet événement, organisé par les acteurs locaux et régionaux de l'économie sociale, dans la belle région de Lanaudière.

Si je parle de la belle région de Lanaudière, ce n'est pas simplement pour vous faire plaisir car, pour paraphraser le gars dans l'annonce pour les rasoirs électriques : *Quand j'ai découvert la région il y a quelques années, je l'ai tellement aimée que je l'ai achetée...* Bien sûr, pas toute la région, mais un pied à terre dans le coin de St-Jean de Matha où je passe la grande partie de mon temps libre. C'est dommage que cette rencontre ait lieu en plein milieu de la semaine... Je serai donc obligée de retourner en ville à la fin de la journée, plutôt que de m'enligner directement sur le lac Gervais!

Évidemment, ce n'est pas la seule raison pourquoi je suis très contente d'être parmi vous dans Lanaudière. Pour nous, au Chantier de l'économie sociale, c'est toujours un plaisir de répondre positivement aux invitations provenant des régions pour échanger sur ce qui s'y passent, autant aux plans local et régional que national et international. C'est d'autant plus encourageant que ces invitations sont de plus en plus fréquentes et sont le reflet du fait que partout au Québec, dans presque toutes les régions, les pôles régionaux sont à pied d'œuvre dans la promotion du développement de l'économie sociale et le renforcement des liens entre les acteurs locaux et régionaux afin de témoigner de l'importance de l'entrepreneuriat collectif pour le développement des communautés.

Ces nombreuses activités sont un indice de mesure des progrès réalisés depuis 1996, moment où le concept de l'économie sociale s'est introduit sur la scène sociopolitique du Québec, à l'occasion du Sommet de l'économie et l'emploi.

Dans les six mois préparatoires à cet événement, c'est-à-dire entre mars et octobre 1996, Marie Hélène Méthé et moi avons fait le tour de toutes les régions du Québec, dans le cadre de réunions publiques, pour sonder le terrain et parler de la vision que le Groupe de travail en économie sociale voulait présenter à l'occasion du sommet. C'était Claude Béland, alors président du Mouvement Desjardins, qui nous avait fourni l'infrastructure à travers les fédérations régionales de Desjardins. Heureusement, cette institution coopérative nous a assuré une certaine base de mobilisation, car il faut reconnaître qu'en 1996, débarquer dans une région pour parler de l'économie sociale était une aventure fort hasardeuse. Peu de monde savait de quoi il s'agissait; certains nous voyaient comme des rêveurs sans lendemain, d'autres nous attribuaient les pires

intentions, notamment celle de vouloir remplacer les services publics, ou encore de vouloir imposer des rapports marchands en action communautaire. Mais, pour la plupart du monde, l'économie sociale ne voulait strictement rien dire et l'idée de la reconnaître comme partie intégrante de notre structure socioéconomique au Québec et de soutenir activement son développement relevait de la pure fantaisie !

Dans l'année qui a suivi le Sommet, nous avons refait le tour des régions, confrontées cette fois-ci à des questionnements venant de partout, autant de la part de gens qui avaient de la sympathie pour nos propos sans trop comprendre où on voulait en venir, autant de la part des gens qui exprimaient des inquiétudes de toutes sortes sur la question de l'économie sociale. Encore une fois, c'est nous qui avons pris l'initiative d'organiser ces rencontres régionales.

Dans les années qui ont suivi, nous avons eu l'occasion de revenir régulièrement dans les régions. Au conseil d'administration du Chantier, par exemple, nous avons fait le choix de tenir nos assemblées générales dans différentes régions ; et Lanaudière a été une des premières régions qui nous a accueillis lors de l'AGA de 2004.

Depuis ces premiers balbutiements, il est intéressant de prendre la mesure de tout le chemin parcouru. Car en 2008, on peut constater que la donne a changé d'une manière importante dans les régions du Québec, non pas par des pressions de l'extérieur, mais surtout à travers les dynamiques propres à chaque région. L'équipe du Chantier est plus que jamais sur la route, et cette fois, pas à notre initiative mais à la vôtre, et celle des acteurs locaux et régionaux partout au Québec. Depuis le début de l'année, nous avons été présents dans l'ensemble des régions à l'occasion d'événements organisés par les pôles régionaux. Nous avons aussi répondu à des demandes venant des Premières Nations, de la communauté haïtienne de Montréal, des organisations de jeunes et j'en passe.

Le concept de l'économie sociale, comme vision rassembleuse pour un ensemble de réseaux et de partenaires, a été repris et se répand de plus en plus auprès des élus municipaux, des organisations de soutien au développement local, des mouvements sociaux, des organisations de coopération internationale et bien d'autres. Les pratiques sont de plus en plus diverses et les projets de plus en plus ambitieux. Le plus bel exemple de cela est sans doute la réussite du Sommet de l'économie sociale et solidaire, en novembre 2006, qui a réuni plus de 700 délégués venant de toutes les régions, de tous les secteurs économiques et de divers mouvements sociaux. Le sommet a permis de renforcer des consensus sur le bilan et des pistes d'action pour la prochaine décennie.

Il ne faut pas se leurrer, 12 ans après le sommet de 1996, nous sommes loin de crier victoire. Nous avons encore énormément de chemin à parcourir. Mais je crois que nous avons progressé et qu'il faut en prendre toute la mesure afin de mieux identifier les prochaines étapes. Pour cette raison, je vais tenter

aujourd'hui de tracer un bilan de la dernière décennie dans le merveilleux monde de l'économie sociale, de nommer par la suite les principaux défis que nous avons identifiés collectivement et de vous proposer des pistes d'action communes sur lesquelles nous pourrions travailler ensemble dans les années à venir.

Revenons donc à quelques éléments de bilan. Mais avant, il est important de se rappeler les raisons qui nous ont convaincu d'embarquer dans cette belle aventure ensemble et de nous rappeler notre véritable raison d'être. Ces raisons, ces motivations se déclinent sur plusieurs plans. En premier lieu, notre objectif a été et est toujours de permettre à des québécois et des québécoises, de partout sur le territoire, de trouver des réponses à leurs besoins et à leurs aspirations. Cela, non pas dans l'attente passive de solutions venant du marché ou de l'État, mais à travers diverses formes d'entrepreneuriat collectif. En d'autres mots, nous croyons qu'il est essentiel de reconnaître et de faire place à des formes d'organisation de notre économie et de notre vie quotidienne qui sont à la fois collectives, démocratiques et entrepreneuriales et qui utilisent différents types de ressources – du marché, du bénévolat et, au besoin, de l'État -pour répondre aux besoins des collectivités. La création et le développement d'entreprises coopératives et sans but lucratif est donc notre objectif central et une obsession qui nous habite quotidiennement.

Mais nos ambitions pour mouvement de l'économie sociale et solidaire, ici, au Québec, comme ailleurs, dépassent largement la défense de nos entreprises collectives. L'économie sociale se positionne aussi comme partie prenante d'une transformation de notre économie, d'une transformation sociale qui remet l'économie au service de l'humain et non pas l'humain au service de l'économie. Comme l'annonce si bien le thème de cette journée !

Notre objectif est de montrer, par l'exemple, qu'il est possible de faire du développement économique tout en respectant les personnes, l'environnement, la communauté; qu'il est faisable de créer des entreprises sans que le rendement financier maximal soit l'obsession unique; qu'il est réaliste de faire du commerce international sur une base équitable; qu'il est plus que souhaitable, qu'il est urgent, de reprendre le contrôle collectif sur une plus grande partie de nos économies locales, et pour cela, il faut des entreprises collectives capables de le faire. Nous ne voulons pas l'exclusivité de la vertu en terme de développement économique; notre plus grand espoir est de contaminer l'ensemble de l'économie, de faire en sorte que l'ensemble des entreprises, par la force de pressions du marché, mais aussi par des encadrements législatifs sur les plans national et international, soit amené à agir de manière réellement responsable envers la planète et les êtres humains qui y vivent.

En résumé, nos aspirations sont, avouons-le, fort ambitieuses. Mais pour y arriver, il faut bien commencer quelque part. Et donc, tranquillement, le mouvement de l'économie sociale se construit, entreprise par entreprise,

collectivité par collectivité à travers le Québec, comme ailleurs dans le monde. Je vais aussi tenter de faire le tour du progrès réalisé à ce jour et des défis qui nous attendent dans les prochaines étapes de notre travail collectif.

Sur le plan local, cela fait déjà plus de 10 ans que la Politique de développement local et régional, créant les centres locaux de développement, a été adoptée. Rappelons que cette politique a donné un mandat et des outils aux CLD afin de soutenir le développement d'entreprises d'économie sociale et assuré une représentation du milieu aux conseils d'administration. La loi 34, adoptée en 2004, a changé considérablement la donne au plan de la gouvernance des CLD, mais a maintenu une obligation de résultats en matière d'économie sociale et a également préservé un siège pour un représentant de l'économie sociale aux conseils d'administrations des CLD. Par ailleurs, l'enveloppe dédiée à l'économie sociale s'est fondue dans les sommes allouées globalement aux CLD, ouvrant ainsi la porte à l'abandon éventuel d'un soutien local à l'économie sociale.

Malgré cette menace toujours présente, il est encourageant de voir que la majorité des CLD poursuivent leur implication et leur soutien à l'entrepreneuriat collectif. Dans certains cas, les montants investis ont augmenté, notamment à travers les FLI. Et le soutien se répand à d'autres acteurs. Dans plusieurs SADC, les entreprises d'économie sociale sont les bienvenues et reçoivent un soutien intéressant. Les SOLIDES, longtemps fermés à l'idée d'investir dans les coopératives et les organismes sans but lucratif, expérimentent ce type d'investissement à Montréal et s'apprêtent à ouvrir à l'ensemble du Québec. Les élus municipaux sont de plus en plus réceptifs et même, dans certains cas, parmi les meilleurs défenseurs d'un entrepreneuriat collectif, contrôlé localement. Récemment, le Chantier de l'économie sociale a signé une entente de partenariat avec la Fédération québécoise des municipalités, avec comme objectifs de renforcer l'apport de l'économie sociale au développement des collectivités locales et de renforcer l'apport des municipalités au développement de l'économie sociale. La diversité des projets qui émerge des milieux est impressionnante; de la culture à l'agriculture, de l'aménagement de la forêt au tourisme social, du commerce de détail au secteur manufacturier. Peu de secteurs échappent aux ambitions des entrepreneurs de l'économie sociale, sauf, bien sûr, ceux à forte capitalisation et ceux où se trouvent des multinationales qui contrôlent le marché mondial; Alcan et Bombardier peuvent encore dormir sur leurs deux oreilles et leurs milliards !

Une autre nouvelle encourageante sur le plan local est la façon dont les collectivités locales sont en train de définir des stratégies de développement qui s'appuie en grande partie sur les entreprises collectives. En Gaspésie, des projets ambitieux, dont certains ont été reconnus à travers les laboratoires ruraux, ont vu le jour et proposent une vision du développement basé sur des initiatives collectives. Dans plusieurs milieux ruraux, ce sont les entreprises d'économie sociale, en collaboration avec les municipalités, qui donnent de l'espoir aux communautés. Même à Montréal, des efforts de revitalisation des

quartiers, et même de quelques endroits du centre-ville, s'appuient sur des initiatives d'économie sociale pour se développer.

Bien sûr, le portrait est loin d'être aussi reluisant partout. Il existe encore des endroits où on ne reconnaît qu'une façon d'entreprendre et toute initiative collective est considérée comme suspecte. Mais ces cas sont de plus en plus isolés et les efforts de sensibilisation sur le potentiel de l'économie sociale et, surtout, les résultats concrets auront tranquillement raison des résistances.

Car quelle collectivité au Québec peut se priver longtemps de la contribution des entreprises collectives au développement local ? Quelle collectivité n'a pas besoin des services de proximité pour aider les personnes âgées à rester le plus longtemps possible dans leur milieu de vie, pour offrir des services de garde de qualité pour les familles, pour favoriser l'accès à la culture et à l'expression culturelle, pour développer une offre de tourisme accessible et respectueuse des populations et des écosystèmes locaux, pour assurer l'accès pour tous à un logement convenable, pour tirer profit des ressources naturelles sans les piller, pour créer d'autres formes d'agriculture, pour insérer les personnes marginalisées, pour construire et préserver des infrastructures collectives et j'en passe ?

Je suis convaincue. que tôt ou tard, l'ensemble des collectivités au Québec aura effectué le virage vers l'économie sociale. Est- ce que ce jour est encore loin ? Ça dépend en bonne partie de nous je crois, de notre capacité à collaborer et à faire avancer les choses. J'y reviendrai plus tard quand je parlerai des défis qui nous attendent.

Sur le plan régional, nous avons également réalisés des progrès. A cet égard, le chemin a été ardu et parfois tortueux. L'abolition des Conseils régionaux de développement et la mise en place des Conférences régionales des élus nous avait fait craindre le pire. Comment maintenir des lieux de concertation régionale sans l'appui d'une structure régionale ? Est-ce que les CRÉ allaient reconnaître l'importance de l'économie sociale et soutenir la concertation des acteurs ? Heureusement, la situation est loin d'être le désastre appréhendé. Dans la majorité des régions, les CRÉ donnent un appui aux structures de concertation régionale en économie sociale; soit par un investissement de ressources humaines à travers la permanence de la CRÉ, soit par un soutien financier ou technique à l'organisation des rencontres et à des activités de promotion. Les pôles régionaux présents, sous une forme ou une autre, dans toutes les régions du Québec, sont de plus en plus actifs dans plusieurs domaines dont la promotion, la sensibilisation des élus, le travail auprès des jeunes, la formation, la recherche, le soutien aux promoteurs et la commercialisation. Quelques-uns ont signé ou négocient une entente spécifique en économie sociale, permettant ainsi d'accroître les ressources disponibles et d'engager divers ministères dans le soutien aux entreprises collectives dans leur région.

Au Chantier, le rôle des régions est primordial. Depuis la création des CRÉ, nous avons mis un accent central sur nos liens avec les régions. Nous avons invité nos partenaires à se constituer en pôle régional. Nous avons signé des ententes de partenariat régional qui nous engagent à réunir les pôles au moins trois fois par année (la prochaine rencontre aura lieu en Abitibi-Témiscamingue à la fin du mois de mai), à les tenir informer et à les consulter concernant des dossiers régionaux pour des prises de position politique. Le collège électoral des pôles élit cinq représentants au conseil d'administration du Chantier; cette année ce sont les régions de la Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Outaouais, la Mauricie et Montréal qui occupent les postes au conseil. Le portail ***economiesocialequebec.ca*** offre aussi la possibilité à chaque région de faire connaître ses entreprises, ses activités et ses outils. Notre réseau de recherche partenariale a également été régionalisé et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale, chapeauté par le Chantier et des chercheurs de diverses universités, a maintenant des groupes de recherche partenariale dans huit régions, là où il y a une université régionale. Mais des alliances se sont également faites avec des régions où il n'y a pas d'université, notamment en jumelant la Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent et Chaudières-Appalaches avec Québec. La Fiducie du Chantier de l'économie sociale a mis en place un comité de suivi, composé de représentants recommandés par les pôles de chaque région, afin de suivre l'évolution de ce nouvel outil financier du Chantier.

En d'autres mots, tout en reconnaissant le local comme le lieu d'émergence et de soutien au développement des entreprises, nous avons mis l'accent sur la région comme lieu de promotion, de concertation et de représentation, et les résultats sont fort encourageants. Encore une fois, on ne peut crier victoire; le travail de sensibilisation des élus, dans les MRC et dans les CRÉ, demeure un défi de taille et les ressources dédiées à la concertation régionale sont encore très limitées malgré le fait que des fonds ait été rendus disponibles à cette fin dans le Budget 2007-2008 du gouvernement du Québec. Mais sachez que nous n'avons pas lâché prise et que nous continuons à consacrer des efforts importants afin d'assurer un minimum de financement pour que les pôles régionaux puissent réaliser pleinement leurs mandats.

Passons maintenant au plan national. Là aussi, tout en restant réalistes, il faut reconnaître les avancées importantes. La reconnaissance de l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socioéconomique du Québec fut le plus grand acquis du Sommet sur l'économie et l'emploi, en 1996. Cette reconnaissance devait se manifester à travers l'intégration de l'économie sociale dans un ensemble de politiques et par la présence d'acteurs de l'économie sociale dans divers lieux de partenariat et de débats sur les grandes politiques étatiques.

A cet égard, on peut dire que le verre est à moitié plein. Effectivement, des progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines et des politiques sectorielles

ont permis de fournir des outils diversifiés pour le développement d'entreprises collectives. Pensons aux secteurs les plus connus: l'habitation communautaire, les services de garde, les loisirs, le soutien à domicile, le recyclage, l'insertion sociale. Par ailleurs, dans d'autres secteurs, il faut se battre pour faire reconnaître l'apport des entreprises collectives, notamment dans le secteur de la culture. Malgré une effervescence impressionnante à travers le Québec, les entreprises d'économie sociale à mission culturelle ne sont pas, pour la plupart, encore reconnues comme de la « vraie » culture par le ministère de la Culture. Et les médias communautaires, tout en recevant un certain appui de la part des pouvoirs publics, sont encore très loin d'une véritable reconnaissance étatique, incluant le CRTC.

Dans le secteur du tourisme, on n'a encore, dans les hauts lieux, des yeux que pour les Mont Tremblant et le centre-ville de Montréal quand on parle de promotion touristique. Pourtant le tourisme social, équitable et durable, qui s'appuie en grande partie sur les entreprises d'économie sociale, offre un potentiel fantastique de développement pour nos régions. On pourrait souligner la déception récente dans le développement des éoliennes, où ce sont les gros qui se sont partagé le gâteau; bien que l'appel d'offres, qui sera lancée cet automne pour des projets communautaires et autochtones, mette un peu de baume sur les plaies. Et ne parlons pas trop des secteurs comme la forêt ou l'agriculture, où, malgré la présence de quelques grandes coopératives, il est encore fort difficile de sortir des sentiers battus pour innover à travers l'économie sociale.

Il y a également des secteurs où les forces du marché font obstacle au développement de nos entreprises. Il arrive trop souvent que des entreprises d'économie sociale naissent là où le marché n'est pas assez rentable, structurent le marché pour le rendre solvable et, au moment où ça commence à être payant, se font tasser par l'entreprise privée qui considère que tout marché lucratif lui appartient. Le secteur de l'environnement est un bel exemple de cela; il y a 10 ou 15 ans, le recyclage n'était pas payant; c'était une affaire de missionnaire et d'écologiste rêveur. Aujourd'hui, il y a beaucoup de « cash » en jeu et nos entreprises collectives ont du mal, dans certains endroits, à garder la place qu'elles se sont taillée dans cette industrie en pleine croissance.

Pour prendre notre place, pour la garder et pour la faire grandir, on ne peut réussir en rang dispersé. Il nous faut, comme c'est le cas dans tous les mouvements qui visent la reconnaissance et le soutien des pouvoirs publics et de la société plus largement, des instances nationales pour faire la promotion et la représentation. C'est pour cette raison que le Chantier de l'économie sociale et d'autres organisations nationales sont nés et continuent leur travail. Au Chantier, nous sommes constamment aux aguets afin d'assurer une pleine reconnaissance de l'économie sociale dans les politiques nationales, régionales et sectorielles. Nous avons aussi travaillé fort à la mise en place d'outils permettant aux acteurs locaux et régionaux de bien soutenir les entreprises et à

ces dernières de se développer. Ainsi, les acteurs de l'économie sociale peuvent maintenant faire appel, dans le domaine de la formation, au Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et action communautaire, ou dans le domaine de la recherche et développement, au Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale, Et, bien sûr, dans le domaine du financement, les outils financiers comme le RISQ et la Fiducie du Chantier de l'économie sociale sont à la disposition des entreprises qui ont des besoins en capitaux pour se développer. Vous aurez, par ailleurs, l'opportunité d'en savoir un peu plus cet après-midi dans le cadre des ateliers.

Rajoutons à cela, le portail **économiesocialequebec** que nous avons démarré cette année afin de permettre aux gens, peu importe où ils sont, de savoir ce qui se passe aux plans régional, national et international dans le domaine de l'économie sociale, de retrouver des entreprises collectives à travers le répertoire et, très bientôt, de trouver un catalogue de produits et services offerts par nos entreprises.

Si le Chantier est un carrefour pour les acteurs de l'économie sociale au Québec, il est aussi de plus en plus une porte ouverte sur le monde. Car, si l'économie sociale prend de plus en plus de place au Québec, elle est également en pleine explosion dans de nombreux endroits sur les cinq continents. En Amérique Latine, des réseaux similaires au nôtre se construisent au Brésil, au Mexique, en Bolivie et ailleurs. Des gouvernements de gauche, qui dominent en Amérique du Sud, sont porteurs de politiques favorables à l'économie sociale et solidaire et dialoguent avec des acteurs de façon de plus en plus structurée. En même temps, ils cherchent des expériences pouvant les inspirer dans leurs pratiques et se tournent souvent vers le Québec. Ainsi, au cours des dernières années, le Chantier a développé des collaborations avec le Forum brésilien d'économie solidaire et avec des réseaux établis ou naissants au Mexique, en Argentine, en Bolivie et ailleurs. Des liens se tissent également avec des réseaux en Afrique de l'ouest et en Europe, pour ne nommer que ces parties de la planète. Il est rare qu'une semaine se passe au Chantier sans des échanges avec des organisations de d'autres pays. À titre d'exemple, juste au cours des deux dernières semaines, nous avons reçu des visiteurs de la Bolivie, de la Corée du Sud, de la Belgique et du Guatemala.

Ces échanges sont très riches pour nous, car les expériences d'économie sociale et solidaire dans d'autres pays servent souvent d'inspiration pour les pratiques d'ici. C'est pour cette raison que nous favorisons le plus possible les échanges entre les acteurs terrains, que les membres du conseil d'administration sont actifs dans les échanges internationaux et que nous visons de plus en plus des échanges entre les entreprises - autant des échanges de connaissances qu'éventuellement des échanges commerciaux sur une base égalitaire -. Tout récemment, le Chantier a conclu une entente avec une organisation de coopération internationale nous permettant d'avoir une personne à temps plein pour les relations internationales. Avis aux intéressés, si la coopération

internationale dans le domaine de l'économie sociale vous intéresse, n'hésitez pas à nous en parler.

Voilà donc un survol rapide des avancées réalisées aux cours des dernières années aux plans local, régional et international.

Regardons maintenant les défis principaux qui nous attendent, et ils sont nombreux ! Car, si cette économie sociale et solidaire, qui repositionne le social au cœur du développement économique, continue à progresser, il faut aussi reconnaître que les vents contraires soufflent avec beaucoup de force dans notre environnement et, sans remettre en question tous nos acquis, rendent notre capacité d'avancer de plus en plus ardue.

Plusieurs grands défis doivent encore être relevés et il nous faut en être conscients. C'est, en grande partie, le résultat de nos succès car nous ne visons rien de moins que de passer à une prochaine étape de développement de l'économie sociale. Mais, il nous faut aussi être réalistes et reconnaître que nous avons grandement besoin de nous serrer les coudes pour réussir.

Un premier défi est celui de pouvoir changer d'échelle dans la taille et l'envergure de nos projets. Depuis 10 ans, nous avons développé énormément d'initiatives de petite taille. Parfois, l'accumulation de l'ensemble de ces petites initiatives crée des masses critiques importantes : 35 000 travailleuses dans le Réseau des CPE, 8 000 travailleuses dans les entreprises d'aide domestique, plus de 3 milliards \$ d'actifs en habitation communautaire et j'en passe. Mais, de plus en plus, les opportunités et les besoins des collectivités exigent des projets de plus grande envergure, que ça soit dans l'exploitation de nos ressources naturelles, telle l'énergie éolienne, dans la transformation des modes de gestion de la forêt ou de l'agriculture, dans les défis environnementaux ou dans les infrastructures touristiques, dans les changements dans le domaine des communications et les nouvelles technologies de l'information. Dans le domaine de la santé, par exemple, les défis et les opportunités sont de taille. Il est de plus en plus reconnu que l'économie sociale a toute sa place dans ce domaine, notamment à travers les coopératives de santé, les services d'hébergement pour personnes âgées en perte d'autonomie et dans les soins à domicile. Mais nous ne sommes pas les seuls à vouloir répondre à l'ensemble ces besoins. Il nous faut être actifs et bien outillés. Dans la plupart de ces secteurs, des investissements importants en capitaux sont nécessaires. Dans d'autres cas, ce sont des expertises technologiques ou sectorielles qui sont indispensables pour le développement de l'économie sociale. Et même dans les secteurs où les initiatives collectives sont très présentes, il faut accélérer notre capacité de livrer. C'est le cas dans le domaine de l'habitation communautaire: au moment du Sommet de l'économie sociale et solidaire, nous nous sommes engagés à travailler ensemble pour la réalisation de 50 000 nouveaux logements dans les prochains 10 ans; ce qui veut dire plus que doubler le rythme de développement présentement en cours.

Serons-nous capables d'être à la hauteur de ces défis toujours de plus en plus imposants ? Personnellement, je suis convaincue que oui. Mais il va falloir oser. Il va falloir, encore une fois, non seulement « Oser la solidarité » mais innover de nouveau dans nos façons de faire. Par exemple, le besoin de capitaux adaptés aux structures et aux missions des entreprises collectives est criant. La Fiducie propose de nouveaux produits fort intéressants, mais il faut continuer à créer d'autres produits adaptés à des secteurs précis et, dans certains créneaux, il faut diversifier nos partenariats afin d'assurer l'approvisionnement en capital d'une façon constante. Au Chantier, cette question demeure une obsession et nous sommes présentement en période de recherche intensive afin de mettre en place de nouveaux outils encore plus ambitieux.

Nous avons également le défi de la commercialisation de nos produits et de nos services. Si nous voulons être de plus en plus présents dans l'économie de demain, il faut savoir répondre aux besoins en constante évolution. Il faut savoir rejoindre les gens afin qu'ils sachent que la consommation responsable est possible, nécessaire même et passe, en premier lieu, par les entreprises d'économie sociale. Des initiatives, comme le répertoire et le catalogue de produits et services sur le portail **économiesocialequebec**, sont déjà en marche. La tenue de foires de l'économie sociale et du commerce équitable, une pratique très importante en Amérique Latine, commence à prendre racine dans diverses régions du Québec et il faut poursuivre dans cette voie. Mais il faut aussi mettre en application la volonté, fortement exprimée au moment du Sommet de l'économie sociale et solidaire, de renforcer les échanges commerciaux entre nous. Combien de dirigeants d'entreprises et d'organisations, ici présentes, appliquent rigoureusement une politique d'achat préférentiel auprès d'autres entreprises d'économie sociale ? Si vous êtes nombreux, bravo! Sinon, voici un geste tout à fait réaliste et réalisable à poser. Il faut également relever le défi des marchés publics : apprendre à répondre à des appels d'offres des administrations publiques, proposer nos biens et nos services aux donneurs d'ordre dans les grandes organisations afin que nos entreprises puissent se développer et prendre la place qui leur revient.

Dans le domaine de la commercialisation, une des clés de voute est la mise en réseau des entreprises, sur une base régionale ou sectorielle. Pourquoi pas des circuits touristiques offerts par des entreprises d'économie sociale dans le domaine du tourisme social et durable ? Pourquoi pas des mises en commun des entreprises pour répondre à des appels d'offres publiques qui représentent de trop grosses bouchées pour une seule entreprise ? Il ne manque ni d'idées ni de stratégie; mais il va falloir oser, et oser ensemble. !

Au-delà de notre volonté d'oser, nous allons devoir, pour réussir, travailler de façon concertée avec les acteurs locaux, régionaux, nationaux... Et parfois internationaux ! Il va falloir surmonter les vieilles divisions et, parfois, certaines rivalités entre le local, le régional et le national. Il ne s'agit pas de revenir aux vieilles façons de faire où tout se décidait d'une manière centralisée. Cette

approche serait catastrophique pour l'économie sociale, qui, par définition, est une réalité qui naît et s'enracine dans les collectivités locales. Mais, à l'évidence, on ne peut tout construire en isolement au local, ou même au régional. Il faudra, dans l'avenir, renforcer nos échanges, bien se connaître et s'appuyer mutuellement afin de relever les défis de la prochaine décennie.

Un autre défi qui nous confrontera au cours des prochaines années est directement lié au contexte économique actuel. On pourrait penser qu'en période de croissance économique constante (à l'exception de quelques régions) et avec un taux de chômage au plus bas depuis une trentaine d'années, que le contexte serait plus favorable pour les entreprises d'économie sociale. Mais dans un tel contexte, les défis qui confrontent toutes les entreprises sont aussi les nôtres : pénurie de main-d'œuvre qualifiée, difficultés de recrutement de gestionnaires expérimentés, vieillissement de nos dirigeants et de nos dirigeantes, de nos travailleurs et de nos travailleuses et même de nos bénévoles !

Pourtant, les entreprises collectives offrent quelque chose qu'aucune autre entreprise ne peut offrir avec autant d'intensité : la possibilité de travailler selon nos valeurs de solidarité et de justice sociale et la possibilité d'évoluer dans un lieu démocratique où la mission n'est pas le rendement financier aux actionnaires. Ce qui nous distingue de l'entreprise privée à but lucratif, c'est la possibilité d'être partie prenante des orientations, des décisions et de l'évolution des pratiques; ce qui est également rarement possible au sein de l'administration publique.

Qui plus est, l'économie sociale exerce une force d'attraction pour beaucoup de monde, particulièrement les jeunes; mais ils ne sont pas prêts à tout sacrifier, notamment au plan des conditions de travail. Il faut donc travailler intensivement pour l'amélioration des conditions de travail dans plusieurs secteurs d'activités. La bonne nouvelle est que le travail est déjà bien amorcé : dans la foulée du Sommet de l'économie sociale et solidaire, un comité sur les conditions de travail a été constitué avec un ensemble de partenaires, incluant les grandes centrales syndicales. Des modèles, comme celui des CPE, nous inspirent pour aller plus loin. Les initiatives liant le milieu communautaire et l'économie sociale sont aussi porteuses d'espoir, notamment la mise en place d'un fonds de pension pour les organisations communautaires et les entreprises d'économie sociale, tout comme des initiatives sectorielles, notamment la création d'une norme professionnelle en aide domestique. La question des conditions de travail exige de la réflexion et de l'action; c'est bien parti mais il reste encore beaucoup de boulot !

Un troisième grand défi, un peu moins concret mais tout aussi important à mon avis, est celui du renforcement de notre capacité, comme mouvement, à prendre position et à influencer les grandes décisions économiques afin qu'elles aillent dans la direction d'une économie plus solidaire et démocratique, où les entreprises collectives contribuent au maximum de leur potentiel. À cet égard,

nous avons des efforts colossaux à faire pour réussir. Car, malgré certaines avancées indéniables, nous n'avons toujours pas réussi à imposer la vision d'une économie plurielle dans le débat public d'une manière constante et claire. Qu'il s'agisse du débat sur la santé, sur l'avenir de la forêt québécoise ou de la relève dans les entreprises, toutes des questions à l'ordre du jour des politiques publiques des prochaines années, il est rare qu'on évoque des options s'appuyant sur l'entreprise collective, contrôlée localement et gérée démocratiquement par le milieu.

Pourtant, il s'agit de secteurs ou d'enjeux pour lesquels l'État investira des sommes considérables et mettra en place des réformes ou des législations importantes durant les prochaines années et qui auront des impacts majeurs sur la structure économique du Québec.

Les tenants de la vision néolibérale - *le marché peut et doit tout régler* - sont constamment à l'avant scène pour affirmer que leur vision est la seule vérité. Des organismes comme l'Institut économique de Montréal et l'Institut Fraser, soutenus par des contributions massives de certaines grandes entreprises, ne cessent d'inonder les journaux avec des prises de position soi disant scientifiques sur l'économie québécoise ou internationale. Entretemps, beaucoup de personnes et d'organismes s'opposent, avec raison, à cette façon de faire et s'érigent souvent contre des projets dévastateurs pour les communautés. Mais entend t'on parler de d'autres possibilités pour le développement, de d'autres façons de faire ? Malheureusement, nous sommes encore trop dans les marges, encore trop perçus, au mieux, comme des acteurs économiques mineurs qui ramassent les miettes que le privé et le public ne veulent pas ou ne peuvent pas prendre et, au pire, comme des empêcheurs de tourner en rond et des adeptes de l'immobilisme.

Dans le débat sur l'immobilisme, surgissant à chaque fois qu'une communauté pose des questions au sujet d'un grand projet économique, j'ai déjà dit que j'aimais mieux un peu d'immobilisme que de foncer à une vitesse folle directement sur un mur. Mais on ne peut se contenter d'être sur la défensive; il faut accélérer notre capacité de proposition. Comment positionner l'économie sociale dans l'ensemble de ces débats ? Comment faire en sorte que le choix de l'économie sociale comme outil de développement se place au même niveau que le choix du secteur privé à but lucratif ? Pour y arriver, nous allons devoir mettre à profit l'ensemble de nos ressources, nos idées et nos réseaux d'influence. Nous allons devoir mobiliser nos membres, nos partenaires, nos alliés et les outiller pour faire valoir que le choix de l'économie sociale dans une économie plurielle est souvent le choix qui défend mieux l'intérêt collectif de nos communautés et du Québec dans son ensemble.

Un dernier défi que je vous souligner aujourd'hui - il y en a beaucoup d'autres - est celui de la relève. Pour ceux et celles qui sont de ma génération, nous avons toutes sortes de raisons d'être fiers et fières de nos réalisations et du progrès

auquel nous avons largement contribué. Mais les prochains changements, j'en ai souligné certains aujourd'hui, seront ceux de la prochaine génération. Celle qui n'a pas été élevée dans la foulée de la Révolution tranquille, qui n'a pas connu l'époque où l'État providence était la solution automatique à tout, qui n'a connu ni le confort et, peut-être aussi, l'indifférence, celle pour qui la planète est maintenant le point de référence, bien que la communauté demeure le lieu d'appartenance. La relève sera aussi celle de la diversité, celle des Premières nations avec qui nous collaborons de plus en plus pour développer un modèle autochtone d'économie sociale et celle des nouveaux arrivants à qui nous devons ouvrir nos portes et nos cœurs. La relève sera celle des innovateurs, des entrepreneurs collectifs, des jeunes, soutenus par les moins jeunes au besoin, qui continueront à oser la solidarité et de la réussir encore mieux que nous l'avons fait à ce jour. La création d'un comité jeunesse, au sein des instances du Chantier, est indéniablement porteuse d'espoir. Sa première initiative de taille sera l'organisation d'une journée sur l'entrepreneuriat collectif, dans le cadre du Congrès mondial des jeunes qui aura lieu à Québec en août prochain. Si vous voulez en savoir plus, si vous êtes jeune et vous avez envie de vous impliquer, n'hésitez pas à nous contacter.

Voilà en résumé le bilan et les perspectives que je tenais à partager avec vous. Comme vous pouvez constater, il y a du pain sur la planche en masse ! Et il y a du travail pour tous et toutes à sur tous les plans, local, régional, national et international. Je crois que nous avons grand besoin de travailler étroitement ensemble pour avancer. Le rôle des pôles régionaux est stratégique et nous comptons beaucoup sur vous pour poursuivre le travail et pour participer pleinement au réseau des pôles. Le rôle des acteurs locaux est évidemment aussi stratégique, puisque c'est sur le terrain que les entreprises émergent, se consolident et se développent. Mais afin d'assurer la mise en place de conditions favorables à ce développement, il faut que tout le monde collabore et s'appuie mutuellement.

En conclusion, je vous dis merci pour l'occasion offerte de vous présenter ma vision des choses. Merci aussi pour vos efforts quotidiens en faveur de l'économie sociale dans l'espoir que ces efforts portent fruit et répondent à la fois aux besoins et aux aspirations des gens de Lanaudière et aux besoins et aux aspirations de tout ceux et celles qui souhaitent et travaillent quotidiennement pour un monde plus solidaire.